

---

Le 16-04-2016

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

par le Parti de la démondialisation (*Pardem*)

Cette demande est notamment faite par le Parti communiste français dans un communiqué du 13 juin 2008 : « *La présidence française qui s'ouvre dans quelques jours doit proposer d'arrêter le processus de ratification et d'engager l'élaboration d'un nouveau traité fondateur de l'Union européenne sur de tout autres bases et dans de tout autres formes, rompant avec celles qui la conduisent de crise en crise.* »

Un tel traité, bien évidemment sur des bases sociales et démocratiques avancées, n'était pas possible dans le contexte idéologique et politique de l'Union européenne de l'époque (comme aujourd'hui). Il était difficilement envisageable de croire que des dirigeants comme messieurs Berlusconi, Sarkozy, Brown ou Madame Merkel accepteraient de mettre entre parenthèse la mise en œuvre de leurs politiques néolibérales, pour bâtir un « nouveau traité » qui en ferait abstraction et même le contraire. Pouvaient-ils devenir progressistes quand ils sont à Bruxelles, alors qu'ils sont néolibéraux et réactionnaires quand ils sont à Paris, Rome et Berlin ? Qui pouvait croire une fable pareille ? On peut toujours dire « c'est aux peuples de l'imposer » ! Certes ! Mais un tel rapport de force ne semblait pas à portée immédiate.

Par ailleurs, ce nouveau traité devait-il se conclure avec les mêmes pays-membres, ou doit-il intégrer notamment la Russie et la Turquie ?

---

---

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire

